

OBSERVATOIRE DE LUTTE

CONTRE LA CORRUPTION ET LES
MALVERSATIONS ECONOMIQUES

INTEGRITE



OBSERVATORY FOR FIGHT

AGAINST CORRUPTION AND
ECONOMIC EMBAZZLEMENT

TRANSPARENCE

**COMMUNIQUE DE PRESSE N° 002./OLUCOME/04/2019 PORTANT SUR LA
CORRUPTION ET LES MALVERSATIONS ECONOMIQUES OPEREES AU SEIN DE LA
REGIDESO**

« Au lieu d'apporter la solution aux dénonciations de corruption et des malversations économiques graves qui risquent de causer la faillite de la REGIDESO, Monsieur Come Manirakiza, Ministre de l'énergie et des Mines dénonce comme tout autre citoyen sans mandat public .D'où proviendra alors le salut pour la REGIDESO ? »

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) a appris que le Ministre ayant l'énergie dans ses attributions a tenu une réunion avec les cadres de la REGIDESO vendredi le 29 mars 2019. Durant cette réunion, le Ministre Come Manirakiza a évoqué les différents cas graves de corruption observés au sein de l'entreprise publique REGIDESO. Il a souligné que cette entreprise emploie un personnel pléthorique inoccupé mais payé. Le recouvrement des avoirs de cette entreprise est non suivi, les stocks dits « morts » (non utilisables) sont évalués à plus de 13 milliards de Fbu et des raccordements fournis par cette société sont truqués pour avoir des pots de vins. Pire encore, l'ouverture des offres du marché de la construction du barrage Jiji-Murembwe a eu lieu le 12 juin 2017 mais il s'est passé plus d'une année et demi pour que le gagnant soit connu suite à la recherche des pots de vins. Suite à la corruption qui se trouve à la REGIDESO, le Ministre a ajouté qu'il ne peut pas garer son véhicule, au moins une heure, dans le garage de cette entreprise de peur que son véhicule soit retiré certaines pièces. Il a mentionné qu'à la REGIDESO les employés disent qu'il n'y a pas de service gratuit lors du raccordement en faisant payer indument aux clients les frais de taxi alors que la REGIDESO possède ses propres véhicules pour cette activité.
2. Depuis plus de 10 ans, l'OLUCOME dénonce ces malversations mais il n'y a pas encore eu aucune solution si ce ne sont que les mesures de hausse des prix de l'eau et de l'électricité vis-à-vis d'une population très pauvre vivant dans une misère sans précédent. Nous pouvons dire que les cas de corruption et des malversations économiques au sein de la REGIDESO se manifestent sous plusieurs formes. Certaines autorités, les institutions publiques et les privés (dont certains collaborent avec le parti au pouvoir et d'autres en sont issus) ne paient pas des arriérés dues à la REGIDESO à telle enseigne que les arriérés dues à cette société s'évalueraient actuellement à 70 milliards de Fbu. De plus, la plupart d'autorités quand elles reçoivent les factures ou d'autres mesures contraignantes comme la coupure de fourniture de l'eau et de l'électricité pour qu'elles paient les factures, ces dernières au lieu de payer, elles téléphonent les services concernés pour enlever cette mesure de coupure de l'eau et de l'électricité. Et sur ce, beaucoup d'autorités ne paient pas la REGIDESO. Bien plus, parmi ces sociétés ayant des factures impayées en termes des milliards de Fbu à la REGIDESO, nous citerons entre autre la société AFRITEXTILE dépendant

de la société Interpétrol qui a eu illégalement le marché à la REGIDESO de fournir de carburant alimentant les centrales thermiques en vue de produire de l'électricité au Burundi. Il existe d'autres marchés qui ont été livrés illégalement sans concurrence des soumissionnaires. Il s'agit d'un marché attribué illégalement à une société privée communément appelé « pay way Burundi » qui offre les services de la REGIDESO de faire payer les factures à ses clients dans d'autres lieux en plus des bureaux de la REGIDESO. Par ailleurs, le Ministre Côme Manirakiza a bien précisé que la dette que la REGIDESO a envers les tiers est très supérieure à son patrimoine

3. L'OLUCOME est tellement préoccupé de voir combien ces arriérés dues par les autorités et les institutions publiques à la REGIDESO sont portées au dos de la population pauvre qui est appelée à les supporter à travers la contrepartie trouvée dans la hausse des prix de l'eau et de l'électricité. Tout en sachant que les camps militaires, les prisons, les écoles à régime d'internat et les administrations publiques utilisent l'eau et l'électricité en les gaspillant.

4. La REGIDESO, en plus du conseil d'administration, possède le Conseil de direction qui devrait faire le suivi journalier de ses activités. L'Observatoire se demande qu'est-ce que ces organes ont réalisé pour estomper ces magouilles de corruption dans cette entreprise ? Les Cadres de ces deux organes de la REGIDESO sont proposés par le Ministre en charge de l'énergie. Qu'a-t-il fait ce Ministre pour arrêter cette corruption et les malversations économiques à la REGIDESO alors qu'il reçoit des rapports ?

Le Ministre ne devrait pas négocier avec ces cadres mais plutôt il devrait appliquer la loi en destituant les corrompus si non on dirait que les corrompus à la REGIDESO sont plus forts que l'Etat. L'OLUCOME trouve qu'au cas où une des autorités n'a pas reçu une part de la corruption perçue par ses subalternes, elle se met à dénoncer les cas de corruption observés dans son secteur. De là, l'OLUCOME se demande si il dénonce les cas de corruption et que les ministres dénoncent également qui prendra les mesures de juguler ces malversations économiques à la REGIDESO et ailleurs ? Car ces cas se sont présentés dans le cadre du secteur minier où le porte-parole du Président de la République en date du 9 novembre 2018 a précisé que le Burundi perd par an 30 millions de dollars américains qui se trouvent dans les poches des exploitants qui n'ont pas respecté les clauses des contrats qui les lient avec le Ministère en charge des mines en ne rapatriant pas des fonds à la Banque de la République du Burundi (BRB). En date du 19 octobre 2018, ce même discours avait été également prononcé par le Deuxième Vice-Président de la République, Monsieur Joseph Butore où il a précisé, on cite « La situation du rapatriement des devises issues de l'exportation de l'or est alarmante. Plus de 83 % des recettes en devises pour les minerais exportés ne sont pas rapatriés.

Plutôt, l'OLUCOME voudrait entendre dans les médias ces autorités annoncer les mesures prises pour estomper cette corruption et ces malversations économiques à la REGIDESO et ailleurs au lieu de dénoncer les cas déjà décrits par les autres.

5. De tout ce qui précède, l'OLUCOME demande ce qui suit :

Au Gouvernement en place :

a. de prendre des mesures nécessaires pour lutter contre la corruption et les malversations économiques opérés à la REGIDESO et ailleurs au lieu de dénoncer alors que

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1^{er} étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)

Fax : 22 24 99 49

Site web: www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI

la population burundaise attende des remèdes de leurs serviteurs qu'ils paient très chers malgré leur pauvreté extrême ;

b. de prendre des mesures qui s'imposent pour que les 70 milliards Fbu des arriérés de la REGIDESO lui soient remboursées dans les meilleurs délais pour que ce fardeau ne soit pas mis sur le dos de la population pauvre par la hausse des prix de l'eau et de l'électricité ;

c. de faire de tout son possible pour que la REGIDESO ne tombe pas en faillite ;

d. de démettre préventivement tous les corrompus qui se cachent à la REGIDESO ;

e. de commanditer un audit international ;

Au parlement burundais :

a. de se saisir de ce cas et mener des actions urgentes afin de sauver la REGIDESO en voie de faillite.

Vive le Burundi sans les dirigeants corrompus.

Fait à Bujumbura, le 04/04/2019

Gabriel RUFYIRI

Président de l'OLUCOME

